



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

037-243700754-20240325-C-24-03-25-013-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Publication : 29/03/2024



TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE

Projet de BUDGET PRIMITIF 2024 Budget principal

PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL

1 - BALANCE DETAILLEE DU BUDGET PRINCIPAL

BUDGET PRINCIPAL 2024 - BALANCE DETAILLEE

Montant total : 433 749 571 €

DEPENSES	
FONCTIONNEMENT	282 354 443
<i>Dépenses réelles de Fonctionnement</i>	216 693 532
Reversements aux communes	49 620 200
Autres reversements	1 545 407
Charges à caractère général	70 092 742
Personnel	75 140 513
Participations	17 525 380
Intérêts de la dette	2 419 290
Charges exceptionnelles et dotation provision	350 000
<i>Dépenses d'ordre de Fonctionnement</i>	65 660 911
Dotations aux amortissements et prélèvement en faveur de la section d'investissement	65 660 911

INVESTISSEMENT	151 395 128
<i>Dépenses réelles d'Investissement</i>	142 648 141
Dépenses d'équipement hors subventions d'équipement	86 490 667
Subventions d'équipement	31 151 231
Opérations financières	1 400 000
Opérations sous mandat	2 225 774
Reversement taxe aménagement aux communes	5 820 000
Divers	50 000
Capital de la dette	15 510 469
<i>Dépenses d'ordre d'Investissement</i>	8 746 987
Amortissements	7 246 987
Opérations patrimoniales	1 500 000

RECETTES	
FONCTIONNEMENT	282 354 443
<i>Recettes réelles de Fonctionnement</i>	275 107 456
Fiscalité	174 537 307
Dotations	48 840 275
Produits des services	21 192 584
Autres recettes	5 469 749
Excédent de Fonctionnement reporté	25 067 541
<i>Recettes d'ordre de Fonctionnement</i>	7 246 987
Amortissements	7 246 987

INVESTISSEMENT	151 395 128
<i>Recettes réelles d'investissement</i>	84 234 217
Emprunt	32 275 623
Financement des Communes	15 289 094
Subventions	10 520 070
Recettes diverses	116 667
Amendes de police	1 400 000
Opérations sous mandat et remb. d'avances	4 365 774
FCTVA	7 000 000
Taxe d'aménagement	5 000 000
Cessions	3 289 638
Solde antérieur reporté	4 977 352
<i>Recettes d'ordre d'Investissement</i>	67 160 911
Amortissements et prélèvement	65 660 911
Opérations patrimoniales	1 500 000

Le budget principal s'élève à **433 749 571 €** pour un montant 2023 de 387 106 141 €.

Cette augmentation de +46,6M€ provient des recettes de fonctionnement (+25,4M€ dont +7M€ avec la reprise de résultat et +13M€ de fiscalité) et des recettes d'investissement (+21,3M€ dont +20,7M€ d'autofinancement).

2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

2.1. – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Budget Principal - Répartition des recettes de fonctionnement							
Compte par chapitre	Libellé	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Part des postes au BP 2024	Evol. De BP à BP	Evol. De CA à BP
002	Excédent de Fonctionnement	18 077 197	18 077 197	25 067 541	8,9%	38,7%	38,7%
70	Produits des services	20 413 213	21 050 158	21 192 584	7,5%	3,8%	0,7%
73	Fiscalité	161 477 697	167 506 986	174 537 307	61,8%	8,1%	4,2%
74	Dotations	46 755 256	49 083 035	48 840 275	17,3%	4,5%	-0,5%
75	Autres produits gestion courante	3 149 992	4 984 526	5 344 749	1,9%	69,7%	7,2%
77 / 78	Produits exceptionnels	25 000	599 846	25 000	0,0%	0,0%	-95,8%
013	Atténuation de charges	100 000	306 810	100 000	0,0%	0,0%	-67,4%
777	Amortissements subventions reçues (ordre)	6 999 442	6 858 663	7 246 987	2,6%	3,5%	5,7%
Total des recettes de fonctionnement		256 997 797	268 467 222	282 354 443	100,0%	9,9%	5,2%

Le montant total des recettes de Fonctionnement s'élève à la somme de **282 354 443 €** dont :

2.1.1 - LES RECETTES REELLES

Elles se composent des recettes suivantes :

1°) LA FISCALITE

Les recettes fiscales sont estimées à 174 537 307 € et représentent 61,8% des recettes totales de fonctionnement et sont en progression de +4,2% par rapport au CA 2023.

Elles se composent des éléments suivants :

❑ **Cotisation Foncière des entreprises**

29 656 000 €

Sur la base de la reconduction du taux actuel de 23,37 %, le produit fiscal attendu de cotisation Foncière des Entreprises 2024 est estimé à 29 656 000 € en progression de +15,5% par rapport aux montant perçu au CA 2023 (25 686 310 € hors rôles supplémentaires) en raison de :

- l'anticipation d'une hausse des bases de +5% telle qu'annoncée par les services fiscaux sur la base des données des établissements dominants.
- la refonte du barème des bases minimales décidée par délibération du conseil métropolitain du 25/09/2023 qui permet d'assurer une meilleure progressivité des cotisations des contribuables soumis à la base minimum de CFE en fonction du chiffres d'affaires ou des recettes.

❑ **TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (T.A.S.C.O.M)**

5 368 000

Le montant perçu en 2023 s'est élevé à 5 368 206 €. Ce montant arrondi est reconduit au BP2024 en l'absence d'éléments justifiant un quelconque ajustement.

❑ **IMPOSITIONS FORFAITAIRES SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX (I.F.E.R)**

1 629 000

Les IFER perçues par la Métropole sont constituées des IFER suivants :

- les installations photovoltaïques
- les installations de production d'électricité
- les stations radioélectriques
- les réseaux gaz

La recette attendue en 2024 est de 1 629 000 €, prévision en hausse de +6,5% pour tenir compte des évolutions constatées ces dernières années (produits perçus en 2023 de 1 535 975 € et en 2022 de 1 428 631 €).

❑ **TVA FRACTION COMPENSATOIRE TAXE HABITATION**

52 792 000

Il s'agit de la fraction de TVA reversée par l'Etat pour compenser la perte de taxe d'habitation sur les résidences principales.

L'anticipation prévue est de +4,5% d'où la progression du produit fiscal attendue de + 2,3 M€.

❑ **TVA FRACTION COMPENSATOIRE CVAE**

27 787 000

Il s'agit de la fraction de TVA reversée par l'Etat pour compenser la perte de Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

L'anticipation prévue est là aussi de +4,5% et génère un produit fiscal supplémentaire de +1,2M€.

A) FISCALITE DES MENAGES

❑ **TAXE D'HABITATION**

1 701 000 €

Le produit estimé en 2024 se limite aux seules habitations secondaires et logements vacants.

Le produit perçu en 2023 a été anormalement élevé avec 3 429 099 € perçus, mais de nombreux dégrèvements ont depuis été accordés car les avis d'imposition émis par les services fiscaux s'appuyaient sur les nouvelles déclarations en ligne établies par les propriétaires sur le site des impôts, via l'onglet « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI). Le retour au niveau des années précédentes est donc à prévoir.

Le produit fiscal de taxe d'habitation sur les résidences principales est quant à lui compensé par l'attribution d'une quote-part du produit 2023 de TVA (voir ci-dessus).

❑ **TAXE SUR LE FONCIER NON BATI**

57 000 €

Il est proposé de maintenir le taux de 2024, soit 2,18 %, d'où le montant du produit fiscal mentionné.

❑ **TAXE ADDITIONNELLE A LA TAXE DE FONCIER NON BATI**

506 000 €

La recette attendue en 2024 est de 506 000 €.

❑ **TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (T.E.O.M)**

49 719 000 €

La revalorisation forfaitaire des bases d'imposition en matière d'habitations et de locaux assimilés de +3,9% en 2024 permet d'anticiper une progression du produit fiscal de +2M€.

L'annexe budgétaire D4.2 intitulée « ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM » totalise 52.662.875€ de dépenses prévisionnelles pour un total de 56.119.700 € de recettes prévisionnelles, et donc un excédent de 3.456.825 €. Cet excédent constitue un taux de disproportion de 7,5%, soit un taux deux fois moindre à celui de 15%, qui constitue la limite admise par la jurisprudence du Conseil d'Etat (la disproportion de la TEOM est mesurée par l'écart entre le produit de TEOM et le besoin de financement issu du service rendu).

Il est proposé de reconduire le taux voté depuis 2022 de 10,86 % en 2024 considérant que les charges à venir augmenteront significativement du fait du renchérissement du coût de l'enlèvement et traitement des OM qui devront intégrer les bio-déchets

❑ **TAXE DE SEJOUR ET TAXE ADDITIONNELLE**

2 730 000 €

Les recettes prévisionnelles de la taxe de séjour s'élèvent à 2 730 000 €, soit un montant en léger retrait par rapport à 2023 (2 972 782 €), mais supérieur à 2022 (2 587 733 €). A noter que la part additionnelle de 273 000 € est à reverser au Département.

❑ **DOTATION AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE GARANTIE INDIVIDUELLE
DES RESSOURCES (FNGIR)**

325 700 €

Le montant du fonds national de garantie individuelle des ressources s'élèverait à 325 700 €, identique au montant de 2023.

❑ **TAXE GEMAPI**

1 925 573 €

L'introduction de cette taxe décidée par délibération du 30 septembre 2021 nécessite chaque année la fixation de son produit fiscal par l'adoption d'une nouvelle délibération. La délibération telle que proposée à cette même séance du conseil métropolitain est liée au projet de BP 2024.

En effet, l'annexe budgétaire D1 intitulée « AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE » et reprise en annexe de la délibération fixant ce produit fiscal liste les dépenses et recettes prévisionnelles liées à l'exercice de cette compétence et peut se résumer ainsi :

Dépenses 2024	- 3 256 677 €
Recettes 2024	+ 2 371 535 €
Solde	- 885 142 €

Les recettes intègrent un montant du produit issu de cette taxe pour 2024 au même niveau que celui de 2023, soit 1 925 573 €.

Pour mémoire, le recouvrement de la GEMAPI est réparti directement par l'administration fiscale entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises.

❑ **FISCALITE DIVERSE**
€

341 034

Il s'agit principalement du produit issu de rôles supplémentaires et complémentaires (100 000 €), du reversement loi SRU (87 800 €) et des attributions de compensation reçues de la part des communes (152 234€).

2°) LES DOTATIONS

Les dotations représentent 4,5 % des recettes totales de fonctionnement et diminuent de -0,5% par rapport au CA 2023. Elles se composent des postes suivants :

A) DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

35 694 000 €

Elle se compose de :

- La Dotation forfaitaire d'intercommunalité dont le montant est évalué à 11 418 000 € en hausse de +0,6% par rapport à 2023.
- La dotation de compensation de la suppression part salaire laquelle est devenue la variable d'ajustement de l'enveloppe normée. Dès lors, elle accuse une baisse prévisionnelle de - 1,6% par rapport à 2023. Son montant pour 2024 est estimé à 24 276 000 €.

B) COMPENSATIONS FISCALES

5 386 300

Les montants prévisionnels des dotations perçues par la métropole sont les suivants :

- Dotation de compensation de la réforme de la Taxe Professionnelle : 333 300 €
- Compensations au titre de la Contribution Economique Territoriale : 5 056 000 €

L'importance de la compensation en matière de CET est liée à la nouvelle compensation consécutive à la réduction en 2021 de moitié de la valeur locative des entreprises industrielles.

- Pour mémoire, les compensations des exonérations de taxe d'habitation sont intégrées au montant de la fraction de TVA compensatoire et donc reprises au chapitre 73.

C) LES AUTRES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

7 759 975

Les autres dotations et participations sont constituées des participations suivantes :

- **Compensations Transferts de charges voirie départementale** **2 928 074 €**
- **Ordures ménagères** **3 380 000 €**

Dans le cadre de l'exploitation du service des ordures ménagères, la Métropole bénéficie de participations d'Eco emballage devenu CITEO à hauteur de 3 000 000 € auxquelles s'ajoutent 700.300 € pour le soutien au tri papier et autres. A noter qu'il est anticipé une forte baisse par rapport au montant effectivement perçu en 2022 (3,7M€)

- **Accueil des gens du voyage** **244 000 €**

Il s'agit de la participation de la CAF pour l'accueil des gens du voyage.

- **Politique de l'habitat** **351 451 €**

Ensemble des subventions en faveur du service public d'aide à la rénovation de l'habitat ARTEMIS (ANAH, FEDER, SARE, AG2R).

- **FCTVA lié au Fonctionnement** **200 000 €**
- **Diverses Recettes** **656 450 €**

Ces recettes diverses portent essentiellement sur des participations reçues en lien avec l'exercice de la compétence GEMAPI (245.962 euros), de la politique de la ville (29.227 €) et en faveur de l'insertion professionnelle (264.600 €).

3°) PRODUITS DES SERVICES

Les produits des services représentent 7,5% des recettes totales de fonctionnement et augmentent de +0,7% par rapport au CA 2023 et sont principalement composés de :

A) Remboursement de frais de personnel 15 522 055 €

dont :

- 10 418 356 € au titre de la mise à disposition des communes d'une partie des personnels transférés au 1er janvier 2017
- 4 383 519 € de remboursements par les communes adhérentes aux différents services communs (Direction des ressources humaines, direction des systèmes d'information, instruction des droits du sol, éducation à l'environnement et énergie)
- 720 000 € de remboursements en provenance des budgets annexes Eau et Assainissement.

B) Recettes liées à la compétence Ordures Ménagères 2 995 700 €

Avec :

- Remboursement divers 238 500 €
- Ventes filières de traitement 1.877.200 €
- Redevance spéciale OM 880 000 €

C) Remboursements des communes des frais hors personnels - services communs 514 900 €

D) Redevances d'occupation du domaine public liées à la voirie 960 657 €

E) Forfait post stationnement 400 000 €

4°) Autres recettes

A) AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE 5 344 749 €

Ce poste enregistre les produits suivants :

- Locations immobilières dont les pépinières d'entreprises et le site Mame 900 060 €
- Redevances délégataires et concessionnaires 919 817 €
- Acompte d'excédent prévisionnel de trésorerie de la CPA du parc d'activité du Cassantin selon la délibération du 13/11/2023 1.200.000 €
- La rémunération forfaitaire de l'aménageur de 300 000 € viendra en déduction de ce montant (cf .dépense au 65888).
- Remboursements de charges, travaux, régularisations de charges rattachées, indemnités de sinistres etc. 2 324 872 €

B) ATTENUATIONS DE CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS 125 000 €

Cette recette comprend les remboursements d'assurance perçus par la métropole au titre du contrat du personnel et les annulations de mandats sur exercices clos.

5°) Reprise du résultat de l'exercice 2023

L'excédent de fonctionnement de l'exercice 2023 est repris en intégralité en section de fonctionnement (pas d'affectation partielle en investissement en l'absence de besoin de financement de la part de ce dernier).

2.1.2 - LES RECETTES D'ORDRE

Les recettes d'ordre sont principalement constituées des amortissements de subventions avec en contrepartie une dépenses d'ordre d'investissement.

2.2. – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Budget Principal - Répartition des dépenses de fonctionnement							
Compte par chapitre	Libellé	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Part des postes au BP 2024	Evol. De BP à BP	Evol. De CA à BP
O11	Charges à caractère général	70 607 848	66 668 908	70 092 742	24,8%	-0,7%	5,1%
O12	Dépenses de personnel	72 362 968	70 962 017	75 140 513	26,6%	3,8%	5,9%
65	Charges de gestion courante (hors fonds de concours aux Communes)	11 952 180	12 252 748	14 017 154	5,0%	17,3%	14,4%
66	Charges financières	2 366 900	2 196 382	2 419 290	0,9%	2,2%	10,1%
67	Charges exceptionnelles	20 000	19 899	50 000	0,0%	150,0%	151,3%
68	Provisions	100 000	8 383	300 000	0,1%	200,0%	-
O14 et 657341	Reversements et fonds de concours aux Communes	54 355 048	54 368 057	52 218 333	18,5%	-3,9%	-4,0%
O14	Autres reversements	260 000	712 177	2 455 500	0,9%	844,4%	244,8%
68/O23	Amortissements et prélèvement (ordre)	44 972 853	36 211 109	65 660 911	23,3%	46,0%	81,3%
Total dépenses de fonctionnement		256 997 797	243 399 680	282 354 443	100,0%	9,9%	16,0%

Le montant total des dépenses de Fonctionnement s'élève à la somme de **282 354 443 €** dont :

2.2.1 LES DEPENSES REELLES

Elles se composent des postes suivants :

1°) LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Les charges à caractère général représentent 24,8 % du total des dépenses de Fonctionnement et progressent par rapport à 2023 de +5,1%.

Elles ont pour objet les compétences suivantes :

A) Ordures ménagères (fonction 72 hors 7222)

Ces dépenses représentent 48 % des dépenses à caractère général et sont en augmentation par à 2022 :

	BP 2023	CA 2023	BP 2024
Le traitement des ordures ménagères (fonction 7213)	24 375 968 €	24 006 201 €	24 736 062 €
La collecte des ordures ménagères (fonction 7212)	8 678 479 €	8 047 028 €	9 267 530 €
Actions de prévention et de sensibilisation (fonction 720/ 7211)	675 720 €	618 228 €	695 888 €
Total :	33 730 167 €	32 671 457 €	34 699 480 €

Les principales autres compétences sont les suivantes :

B) Voirie et équipement de voirie (fonction 844 et 847)

- C) Eclairage public (fonction 512)
- D) Espaces verts (fonction 511)

A noter que ce budget augmente de +415k€ avec le transfert de l'entretien des espaces de la Ville de Saint Pierre des Corps, transfert qui a fait l'objet d'une compensation via l'attribution de compensation.

- E) Développement économique (fonction 6 hors 633)
- F) Développement touristique (fonction 633)
- G) Sports (fonction 32)
- H) Propreté urbaine (fonction 7222)
- I) Habitat et politique ville (fonction 52 et 55)
- J) Autres actions d'aménagement urbain (fonction 5 hors 511, 512, 52 et 55)
- K) Médiathèques F. Mitterrand à Tours (fonction 313)
et centre culturel La Parenthèse à Ballan-Miré)

2°) PERSONNEL

Les charges de personnel restent un déterminant important de la construction du budget primitif.

La prévision budgétaire 2024 prend en considération les décisions gouvernementales et les dépenses contraintes, et s'appuie sur le choix d'une stabilisation des effectifs qui se traduit par une politique de redéploiement des postes existants pour satisfaire les nouveaux besoins.

La prévision s'élève à 75,1 M€ au budget primitif pour 2024 dont 2 M€ de personnels extérieurs aux services.

Au 1er janvier 2024, l'effectif budgétaire était de 1515 agents sur postes permanents avec en effectifs pourvus 1307 titulaires et 135 agents non titulaires.

Les principales évolutions attendues sont les suivantes :

- Pour 2024, le plafond mensuel de la sécurité sociale est fixé à 3 864 €, soit une augmentation de +5,4 % par rapport au niveau de 2023,
- L'effet report de la revalorisation des bas salaires au 1er juillet 2023 avec la refonte des grilles indiciaires annoncée par le gouvernement en juin 2023,
- La revalorisation de 5 points d'indice pour chaque agent à compter de janvier 2024 : le décret du 28 juin 2023 prévoit qu'à partir de janvier 2024, l'ensemble des agents publics (titulaires et contractuels) en bénéficieront,
- L'augmentation du SMIC au 1^{er} janvier 2024 de +1,13% qui impacte les salaires des contrats de droit privé (apprentis),
- La prise en charge des abonnements transport qui est revue à la hausse et qui est passée de 50 à 75 % au 1er septembre 2023 afin de contrer la hausse des coûts liés au transport et favoriser les déplacements en transports collectifs,
- La mise en place d'un Forfait « mobilités durables » qui permettra aux agents métropolitains qui se rendent sur leur lieu de travail via un mode de transport alternatif et durable de bénéficier en 2024 d'un forfait annuel pouvant atteindre 300 euros,
- L'effet report de l'indemnité forfaitaire de télétravail versée depuis le 1er août 2023 : les agents métropolitains disposant d'une autorisation de télétravail bénéficient d'une d'indemnité de 2,88 € par jour de télétravail dans la limite de 198,72 € par an et pour 69 jours au maximum,
- Un Complément Indemnitare Annuel est prévu au projet de Budget,
- Enfin, le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : le GVT positif correspond à l'augmentation de la rémunération individuelle d'un fonctionnaire découlant d'un avancement quasi-automatique sur la grille indiciaire (composante « vieillesse ») et/ou

d'un changement de grade par le biais d'un concours ou d'une promotion (composante « technicité »),

3°) Charges de gestion courante

Les charges de gestion courante hors fonds de concours versés aux communes représentent 5% des dépenses totales de fonctionnement et sont en augmentation par rapport au CA 2023 de +14,4%. Elles comprennent principalement :

A) Enseignement supérieur (fonction 23) 2 000 000 €

Dont 1 800 000 € pour le fonctionnement de l'Ecole Supérieure d'Art et de Design de Tours (ESAD).

B) Sports (fonction 32) 2 415 300 €

Dont la participation au fonctionnement du centre aquatique du lac, du Carré d'Ô et des piscines de Luynes et Fondettes.

C) Culture (fonction 31) 2 159 017 €

Dont les participations au fonctionnement du Centre Dramatique National de Tours (CDNRT), du Temps Machine, du Centre de Création Contemporaine Olivier Debré (CCCCOD), du Point Haut, et du 37^{ème} Parallèle.

D) Aménagement des territoires et habitat (fonction 5) 904 400 €

E) Actions économiques (fonction 6 hors 633) 1 412 610 €

Cette somme comprend les 760k€ de rémunération forfaitaire de l'aménageur pour les CPA Cassantin, Vrillonerie et PM Curie selon la délibération du 13/11/2023. Cette dépense est à relier à la recette prévue à l'article 75888 de 1,2M€.

F) Aéroport (fonction 855) 829 197€

G) Environnement (fonction 7) 1 689 809 €

Dont les Eaux pluviales avec 596 030 €. La législation impose que la gestion des eaux pluviales soit traitée au sein du budget annexe Assainissement. Les contributions du budget principal en Fonctionnement et en Investissement sont fixées annuellement par délibération.

H) Indemnités et formation des élus (fonction 031) 1 320 000 €

Il s'agit des crédits inscrits au titre des indemnités, frais de mission et de formation des élus métropolitains.

I) Syndicat des Mobilités de Touraine 0 €

Il n'est pas prévu de versement d'une subvention de fonctionnement au Syndicat des Mobilités de Touraine compte tenu du niveau suffisant des ressources dont il dispose considérant le résultat 2023 excédentaire qui sera reporté sur 2024.

Il est par contre prévu la création d'une autorisation d'engagement d'un montant de 267,2M€ qui fait suite à la délibération du conseil métropolitain du 22 mai 2023 approuvant la poursuite du projet de construction de la ligne 2 de tramway et son principe de financement par la métropole.

4°) LES INTERETS DE LA DETTE

Les intérêts de la dette sont liés aux échéances des emprunts tels que contractés jusqu'en 2023.

5°) LES CHARGES EXCEPTIONNELLES et PROVISIONS

Elles concernent des titres annulés sur exercices antérieurs (50 000 €) et la constitution de provisions (300 000 €).

En effet, Il est rappelé que par souci de sincérité budgétaire, le code général des collectivités territoriales à son article L5217-12-1 rend obligatoire les dotations aux provisions.

Les provisions pour litiges et contentieux sont destinées à couvrir la sortie de ressources probable résultant des litiges (dommages et intérêts, indemnités, frais de procès). Cette provision est constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre l'entité, à hauteur du montant estimé de la charge qui pourrait en résulter, en fonction du risque financier encouru.

Il est estimé que les litiges suivants présentent un risque financier qui justifie la constatation de provisions à hauteur des sommes telles que déterminées :

Objet du litige	Instance	Requérant	Indemnité demandée par requérant	Commentaires	Estim. risque (%)	Montant provision (somme arrondie)
Incendie pont de Grammont	CAA Versailles	SNCF	477 687 €	Somme qui correspond à la condamnation du requérant en 1 ^{ère} instance	10%	48 000 €
Incendie Pont Grammont	CAA Versailles	SNCF	665 918 €	Requérant débouté en 1 ^{ère} instance	10%	67 000 €
Attribution DSP Centre Aquatique du Lac (CAL)	CAA Versailles	Sté Vert Marine	350 000 €	TMVL condamnée en 1 ^{ère} instance à verser 10 000 €	10%	35 000 €
ADS St-Avertin/PLU commune	TA Orléans	Consorts TROTTIGON	687 586 €	Condamnation solidaire commune/TMVL demandée par le requérant	20%	138 000 €
Total :						288 000 €

L'inscription budgétaire a été arrondie à 300 00 €.

6°) LES REVERSEMENTS AUX COMMUNES

Les reversements aux communes sont constitués de l'Allocation Compensatrice de Taxe Professionnelle et de la Dotation de Solidarité Communautaire. Bien que l'imputation budgétaire n'intervienne pas sur le même article, il convient d'y ajouter les Fonds de concours de fonctionnement. Cet ensemble représente 18,8 % du total des dépenses de Fonctionnement et enregistre une progression par rapport à l'année écoulée.

A) L'allocation compensatrice de taxe professionnelle (ACTP)

41 937 907 €

Pour chacune des communes, celle-ci est constituée du produit de taxe professionnelle, du montant des compensations pour les Zones de Redynamisation Urbaine et de la suppression

progressive de la part salaire perçus l'année précédant leur adhésion à la communauté. Elle est diminuée du montant des charges transférées à la métropole par la commune.

L'ACTP 2024 est prévue à la somme de 41 937 907 €, soit le montant du CA 2023 auquel a été déduit l'estimation de nouvelles charges transférées. Ce montant sera ajusté en fonction de la future délibération à venir pour fixer les montants des attributions de compensation définitives 2024, qui eux-mêmes dépendront du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des charges Transférées.

B) La Dotation de solidarité communautaire

Le montant la Dotation de solidarité communautaire pour l'année 2024 atteint 6 772 166 € (montant arrondi pour l'inscription budgétaire) à comparer aux 6 753 082 € de 2023. Cette légère progression s'explique par l'application des critères tels que définis par délibération du 9 décembre 2021 :

1) Le revenu par habitant appréhendé à travers l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport à la moyenne de la métropole pondérée par la population ;

2) Le potentiel financier par habitant pris en compte à travers l'écart de potentiel financier de la commune par rapport à la moyenne de la métropole pondérée par la population ;

Ces deux premiers critères sont des critères obligatoires.

3) Un droit de compensation 2021 : cette part est calculée par différence entre la DSC 2020 et les deux parts résultant de deux critères précédents de la nouvelle DSC.

4) Un critère liant la population des communes et les charges de service public en résultant, selon la méthode nationale employée pour la répartition de la dotation forfaitaire, qui est une composante de la dotation globale de fonctionnement. La population est ici pondérée par un coefficient logarithmique ;

5) un droit de compensation annuel à compter de l'exercice 2022 : cette part est calculée par différence, si elle est positive, entre la DSC N-1 et les parts précédentes de la nouvelle DSC (revenu, potentiel financier, compensation 2021, charges complémentaires).

Ce mécanisme de compensation est renouvelé annuellement afin de garantir à chacune des communes de retrouver à minima le montant perçu de l'année passée, ce qui explique la légère progression du montant 2024 par rapport à 2023. Il est rappelé que la métropole doit délibérer chaque année lors de la séance du vote du budget primitif pour adopter la répartition entre chaque commune de l'enveloppe globale de DSC.

C) Les Fonds de concours aux communes

L'enveloppe globale en fonctionnement destinée aux fonds de concours est principalement composée de :

1) FDC « de droit commun » : l'enveloppe totalise 2,1 M€, soit le montant estimé de la part affectée en fonctionnement. Ce montant sera à ajuster en décision modificative en fonction des choix des communes. En effet, l'affectation progressive d'une part minimale obligatoire en investissement de ces Fonds de Concours que le pacte fiscal et financier prévoyait est suspendue depuis 2023, d'où le libre choix pour les communes d'affectation de ce fonds.

2) FDC « piscines » : l'abondement supplémentaire de +15 000 € en 2023 par équipement fait passer l'enveloppe globale à 1,24M€ (1,12M€ en 2023).

7°) AUTRES REVERSEMENTS

Ces crédits correspondent principalement une inscription « exceptionnelle » à hauteur de 2M€ pour faire face à un éventuel reversement du trop-perçu en matière de de taxe d'habitation des résidences secondaires et des logements vacants et/ou à un ajustement à la baisse de la quote-part du produit de TVA. Accessoirement, il est aussi prévu un reversement au Département du produit de la taxe additionnelle à la taxe de séjour (200 000 €) et au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC avec 45 000 €).

2.2.2 – AMORTISSEMENTS ET PRELEVEMENT

Cette somme se retrouve en recette d'investissement. :

Part du fonctionnement affectée à l'investissement	BP 2023	BP 2024	Evolution
<i>Amortissements et sorties comptables</i>	36 874 204	36 500 000	-1%
<i>virement à la section d'investissement</i>	8 098 649	29 160 911	260%
<i>S/ Total affecté à l'investissement</i>	44 972 853	65 660 911	46,0%

Quant à l'épargne, elle est la suivante :

Epargnes	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Evolution de BP à BP
<i>Recettes réelles de fonctionnement (RRF) hors résultat reporté</i>	231 921 158	243 531 362	250 039 915	7,8%
<i>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</i>	212 024 944	207 188 572	216 693 532	2,2%
Epargne brute en valeur	19 896 214	36 342 790	33 346 383	67,6%
Epargne brute en % des RRF	8,6%	14,9%	13,3%	
Remboursement du capital des emprunts	13 350 000	13 424 005	15 510 469	
Epargne nette en valeur	6 546 214	22 918 785	17 835 914	172,5%
Epargne nette en % des RRF	2,8%	9,4%	7,1%	

3 - SECTION D'INVESTISSEMENT

3.1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Budget Principal - Répartition des recettes d'investissement							
Compte par chapitre	Libellé	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Part des postes au BP 2024	Evol. De BP à BP	Evol. De CA à BP
OO1	Solde d'exécution N-1	6 060 692	6 060 692	4 977 352	3,3%	-17,9%	-17,9%
10	Dotations	10 600 000	14 725 307	12 000 000	7,9%	13,2%	-18,5%
13	Subventions hors 1324	12 405 502	11 218 441	11 920 070	7,9%	-3,9%	6,3%
1324	Financement des communes	16 986 684	15 751 457	15 289 094	10,1%	-10,0%	-2,9%
16	Emprunts	30 877 584	11 500 000	32 275 623	21,3%	4,5%	180,7%
23/27/45	Opérations sous mandat et divers	4 618 951	2 546 886	4 482 441	3,0%	-3,0%	76,0%
O24	Cessions	2 086 078		3 289 638	2,2%	57,7%	-
O21/28	Amortissements et prélèvement (ordre)	44 972 853	36 211 109	65 660 911	43,4%	46,0%	81,3%
O41	Opérations patrimoniales (ordre)	1 500 000	9 618 883	1 500 000	1,0%	0,0%	-84,4%
Total recettes d'investissement		130 108 344	107 632 776	151 395 128	100,0%	16,4%	40,7%

Les recettes d'investissement s'élèvent à la somme de **151 395 128 €** Elles se composent de :

1°) REPRISE DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2023

2°) AMORTISSEMENTS ET PRELEVEMENT

Cette somme provient de la section de fonctionnement.

3°) LES SUBVENTIONS hors financement des communes

Les deux principales sources de subventions proviennent :

❑ Des différents partenaires institutionnels de la Métropole :

⇒ **L'Europe à hauteur de 1 101 600 €** dont 1 001 600 € pour les itinéraires cyclables.

⇒ **L'Etat à hauteur de 4 372 212€**

Dont DSIL (868 491 €), PPRT (1 808 638 €), Schéma Deux Roues - Mettray/Tours (385 000 €), Aides à la Pierre (815 684 €).

⇒ **La Région à hauteur de 1 441 466 €**

⇒ **Le Département à hauteur de 1 852 897 €**

Dont la compensation suite aux transferts des voiries départementales (1 778 105 €).

❑ Des amendes de police à hauteur de 1 400 000 €

4°) Les financements des communes

Ces financements sont ceux au titre des charges d'investissements transférées (11 613 311 €) et ceux au titre des fonds de concours (3 675 783 €).

5°) LES DOTATIONS

Elles comprennent :

- ⇒ le Fonds de compensation de la TVA d'un montant de 7 000 000 €
- ⇒ la taxe d'aménagement qui s'élève à 5 000 000 €

6°) OPERATIONS SOUS MANDAT ET DIVERS

Dont 1 865 741 € pour les remboursements des travaux du SMADAIT, 360 033 € pour l'équipement sportif de Parçay-Meslay, 1 840 000 € d'intégrations d'avances versées sur commandes, 300 000 € de remboursements d'avances de trésorerie versées dans le cadre de conventions d'aménagement (Site MAME).

7°) CESSIONS

Dont cession du terrain MAZAGRAN (1 584 379 €), à la SET les Gaudières METTRAY (400 089 €), à la SET ZA MONCONSEIL (779 000 €) et divers (526 170 €).

8°) L'EMPRUNT

Le recours prévisionnel à l'emprunt, sur l'exercice 2024, s'élève à la somme de 32,3 M€ soit 21,3 % des recettes totales d'investissement.

A noter que cette inscription comprend :

- 29 939 423 € qui correspondent aux recours prévisionnel à l'emprunt,
- 2 090 000 € pour des opérations « afférentes à des options pour tirage de ligne de trésorerie ». Des contrats d'emprunts permettent en effet ces opérations qui visent à effectuer des remboursements temporaires d'emprunts avec les excédents de trésorerie pour minorer le charge d'intérêt. Il est à noter que le gain restera marginal au regard du montant global des intérêts dus par la métropole.
- 50 000 € de remboursements de cautions.

L'évolution de l'encours et ses caractéristiques sont présentés en fin de document avec la « présentation d'ensemble des budgets ».

9°) LES RECETTES D'ORDRE AU SEIN DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Cette inscription en recette d'investissement se retrouve à l'équivalent en dépenses et doit permettre de comptabiliser les avances et remboursements d'avances sur marchés publics.

3.2 – LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Budget Principal - Répartition des dépenses d'investissement							
Compte par chapitre	Libellé	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Part des postes au BP 2024	Evol. De BP à BP	Evol. De CA à BP
16	Dette	13 350 000	13 424 005	15 510 469	10,2%	16,2%	15,5%
10	Reversements taxe aménagement	4 636 874	5 208 264	5 820 000	3,8%	25,5%	11,7%
204	Subventions investissement	19 216 134	13 881 939	31 151 231	20,6%	62,1%	124,4%
20/21/23	Dépenses d'équipement hors subventions d'investissement	80 024 729	51 351 968	86 490 667	57,1%	8,1%	68,4%
26/27	Opérations financières	768 500	933 075	1 400 000	0,9%	82,2%	50,0%
13	Autres dépenses	28 047	38 125	50 000	0,0%	-	31,1%
45	Opérations sous mandat	3 584 618	1 340 502	2 225 774	1,5%	-37,9%	66,0%
040/139	Amortissement subventions reçues (ordre)	6 999 442	6 858 663	7 246 987	4,8%	3,5%	5,7%
041	Opérations patrimoniales (ordre)	1 500 000	9 618 883	1 500 000	1,0%	0,0%	-84,4%
Total des dépenses d'investissement		130 108 344	102 655 424	151 395 128	100,0%	16,4%	47,5%

Les dépenses d'investissement s'élèvent à la somme de **151 395 128 €** Elles comprennent :

3.2.1 – LES DEPENSES REELLES

Les dépenses réelles sont composées :

1°) Du programme annuel d'investissement suivi en AP/CP

Cet ensemble correspond aux dépenses d'investissement suivies par autorisations de programme (chapitres 20, 204, 21,23, 26, 27 et 45) et permet une présentation par politique publique métropolitaine :

Les 121,3M€ de crédits de paiement 2024 intègrent les principales opérations suivantes :

A) Développement économique

Cette politique publique se décompose en :

- Soutien à l'entrepreneuriat & entreprises

Avec les principales opérations suivantes :

09025H	Mame	2 336 000
11028H	Aménagt carrerour avenue du Grand Sud / Route de St Laurent CHLT	260 101
180043H	Requalification Sites Pilotes des parcs d'activités	636 190
200010P	Parc Activités Grand Mortier Les Yvaudières	1 368 192
200011P	Loire Valley Invest (Go Capital)	200 000
210015P	La Riche - St Cosme	103 767
220012P	Loire Valley Invest 2 (Go Capital)	200 000
240020P	Gros entretien Pépinières	135 000

- Innovation, recherche et enseignement supérieur

Dont les opérations :

200202P	Soutien à l'apprentissage	348 000
200203P	Soutien à l'innovation (Certem 5.0)	1 100 000
210206P	Extension Polytech'Tours-Université de Tours	4 052 000
220208P	Création d'une faculté d'Odontologie Université de Tours	1 245 200
240210P	Tanneurs	2 200 000
241301P	Cité des Formations	986 296

- Aménagement et usages du numérique

240101P	Aménagement et usage du numérique	226 184
---------	-----------------------------------	---------

- Développement et attractivité touristique

Dont :

180045H	Création, extension et amélioration des aires de camping-cars	207 913
190058H	Interventions Campings	245 661
200402P	Office de Tourisme	356 085
200403P	Tourisme À Vélo	611 871
240405P	Parc des Expositions SPDC	522 000

- Aménagement d'un aéroport durable

Dont :

200501P	Contribution certification aéroport	1 315 000
200503P	Operation sous mandat aeroport	1 865 741

B) Environnement, énergies et cadre de vie

- Transition écologique

Dont :

01018H	Gpv-La Riche-Iles Noires/Gds Pres	100 096
200601P	Projet Alimentaire Territorial	379 012
200602P	Paysages Et Biodiversité	123 209
200605P	Parc de la Gloriette	389 746
230101P	Fonds Vert	4 738 971
240203P	Fonds vert 2	1 000 000

- Gestion et prévention des risques

Crédits pour l'indemnité d'expropriation de la société MPS du site de Saint Pierre des Corps dans le cadre de la procédure de délaissement et en lien avec le Plan de Prévention des Risques Technologiques.

- Energies et réseaux de chaleur

Les dépenses d'investissement relatives à la compétence énergie regroupent des actions stratégiques et opérationnelles, précisées à la suite :

200701P	Réseaux de chaleur urbain	170 574
200703P	Photovoltaïque	237 602
200704P	Fonds de concours énergie	264 067
200705P	Travaux d'économie d'énergie	211 069

- Assainissement Eaux pluviales

En application de la réglementation, il appartient au budget principal de financer les investissements relatifs à la gestion des eaux pluviales. Ce montant reprend les contributions des communes via les fonds d'investissement qui viennent abonder ce montant.

- Gestion durable des déchets

Dont :

200901P	Aménag. Dépôts, déchetteries	799 727
200903P	Programme conteneurisation	1 936 389
210904P	Aménagement Dépôt sud / Atelier mécanique	983 537
240910P	Hangar stockage collecte sélective	120 000

- GEMAPI

Dont :

160048H	Plan Loire Grandeur Nature	131 720
201001P	Gemapi	701 770
211001P	Barrages	127 455
211002P	Digues	638 159

- Propreté urbaine

Les crédits portent sur l'équipement des services et des travaux sur les bâtiments.

C) Infrastructures et espaces publics

- Politique globale d'infrastructures

Les principales opérations d'aménagement de voirie sont les suivantes :

180094H	Route de Monts	2 149 185
190019H	Liaison FONDETTES/LUYNES.	259 108
201101P	Revêtement de Chaussées	1 800 000
201102P	Service voirie métropolitaine	1 682 400
201103P	Mise en valeur paysagère du Boulevard Périphérique	120 000
201105P	Aménagement Bd Charles de Gaulles St-Cyr-sur-Loire	1 841 154
201110P	Schéma Cyclable Métropolitain	8 810 000
201112P	Ouvrages d'art	1 673 789
201113P	Equipement des services	1 900 000
211117P	Diagnostic de voirie	200 000
211118P	Ecrans phoniques BP	202 900
211123P	Convention COFIROUTE Echangeur ROCHEPINARD	176 000
211124P	Eclairage expérimental	132 267
221126P	Amenagement Pont d'arcole	456 764
221130P	parvis de la gare SPDC	461 056
231132P	Aménagement carrefour Av de la République / NHT à CHAMBRAY LES TOURS	215 003
231133P	Aménagement de la rue de Suède TOURS	550 000

- Travaux et aménagements dans les communes

Les crédits prévus pour les fonds d'investissement des communes s'appuient sur les autorisations de programme votées par ailleurs et agréant les transferts de charges, les soldes de crédits constatés fin 2023 sur l'ensemble des compétences concernées. Les prévisions de crédits tiennent ensuite compte de la réalité des consommations annuelles au regard du temps nécessaire à la conduite des opérations.

- Aménagement des espaces verts

Dont :

201401P	Schéma directeur vert	331 760
241403P	Fonds Plantation	500 000

D) Aménagement, habitat et solidarités

- Planification urbaine

Les dépenses prévues au titre de la planification urbaine regroupent les crédits permettant une démarche stratégique. Cela comprend les équipements du bureau d'étude et du SIG.

- Aménagement urbain

Dont :

230102P	Aménagement Pôle Gare St-Pierre-des-Corps	330 000
---------	---	---------

- Accès au logement et qualité de l'habitat

La Métropole intervient de manière importante pour favoriser le développement du logement social et par ailleurs soutien les opérations d'amélioration du logement privé.

- Politique de la ville et cohésion sociale

Pour mémoire, le budget primitif 2023 prévoyait des crédits à hauteur de 1 035 000 € et l'augmentation de budget à budget atteint donc +55%.

- Accueil des gens du voyage

La Métropole poursuivra la mise en œuvre du schéma départemental relatif à l'accueil des gens du voyage avec pour principales opérations :

202101P	Interventions lourdes Aires d'Accueil	106 515
202103P	Terrains familiaux Ballan	740 000
232104P	Terrains Familiaux Tours Nord	440 000

E) Equipements culturels métropolitains

F) Equipements sportifs métropolitains

Dont :

130022H	Piscine Nord Agglo Fondettes	124 162
180024H	Equipement Sportif Parcay Meslay	2 548 074
202401P	Interventions Piscine	869 819
202402P	Equipements Sportifs	403 251
212403P	Etudes Equipements Sportifs	140 000
222404P	FDC Stade Chambrerie Tours	265 388

G) Pilotage de l'action publique

- Systèmes d'information

Dont les acquisitions de logiciels, matériels informatiques, développement des réseaux etc.

- Logistique et patrimoine

Dont :

180012H	Amenagement Locaux Archives	103 493
202601P	batiment PFI	1 014 814
202602P	Equipement des services	190 683
212603P	Matériel de Transport et Equipements	2 259 614

- Finances / fonds de concours de droit commun

Dont :

212901P	Fonds de concours CRST aux Communes	2 205 715
222802P	Fonds de concours 2022	499 267
223001P	PPI petites communes	155 949
232802P	Fonds de concours 2023	505 209
242802P	Fonds de concours 2024	1 350 000

2°) AUTRES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

Ces autres dépenses réelles portent essentiellement sur :

- **Reversement de la taxe d'aménagement**

Le montant des reversements de taxe d'aménagement est supérieur à celui inscrit en recette car les derniers versements perçus en 2023 (mois de novembre et décembre) restent à reverser aux communes membres.

- Remboursement du capital de la dette

Le montant du remboursement du capital reste relativement constant par rapport aux montants de ces dernières années.

A noter que cette inscription comprend :

- 13 370 469 € pour le remboursement de la dette directe,
- 2.090.000 € pour des opérations « afférentes à des options pour tirage de ligne de trésorerie » (voir les explications en recette d'investissement).
- 50 000 € de paiement de cautions.

- **Immobilisations financières**

Il s'agit de la poursuite des appels de fonds de Go Capital dans le cadre du Fonds d'investissement Loire Valley Invest 1 (200 000 €) et Loire Valley Invest 2 (200 000 €).

S'ajoute ensuite l'acquisition de titres participatifs à Tours habitat afin de favoriser la construction de nouveaux logements. Une convention avec cet organisme doit permettre de définir les modalités et conditions d'acquisition de ces titres.

3.2.2 – LES DEPENSES D'ORDRE

Les dépenses d'ordre d'investissement sont pour partie issues des recettes d'ordre de fonctionnement qui correspondent aux amortissements de subventions reçues (7 246 987 €) et aux opérations patrimoniales pour les avances et remboursements d'avances sur marchés publics (1 500 000 €).

PRESENTATION D'ENSEMBLE DES BUDGETS

1. Présentation consolidée du budget principal et des budgets annexes

Le tableau qui suit totalise les montants des budgets de la métropole :

Budget	Fonctionnement	Investissement	Total
Budget Principal	282 354 443	151 395 128	433 749 571
Budget Assainissement	32 041 201	25 821 492	57 862 693
Budget Eau	24 743 598	27 438 730	52 182 329
Budget Crématorium	813 881	627 636	1 441 517
Total TMVL :	339 953 124	205 282 986	545 236 109
Syndicat des mobilités de Touraine	143 195 274	88 032 218	231 227 492
Total TMVL et SMT :	483 148 397	293 315 204	776 463 601

2. Présentation consolidée des épargnes

Le tableau qui suit permet de mesurer pour l'ensemble des budgets le niveau et l'évolution de l'épargne brute et nette de la métropole :

Epargnes consolidées (ensemble des budgets)	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Evolution de BP à BP
<i>Recettes réelles de fonctionnement (RRF)</i>	275 744 193	288 604 305	298 047 743	8,1%
<i>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</i>	245 683 376	238 757 147	252 174 327	2,6%
Epargne brute en valeur	30 060 817	49 847 158	45 873 416	52,6%
Epargne brute en % des RRF	13,0%	20,5%	18,3%	
Remboursement du capital des emprunts	16 208 000	16 341 439	18 727 362	15,5%
Epargne nette en valeur	13 852 817	33 505 718	27 146 054	96,0%
Epargne nette en % des RRF	6,0%	13,8%	10,9%	

Ainsi, le niveau de l'épargne consolidée augmente en comparaison au BP2024 et cette progression provient de l'ensemble des budgets (principal et annexes).

Pour information, la situation au niveau de l'épargne du SMT est la suivante :

Epargnes SMT	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Evolution de BP à BP
<i>Recettes réelles de fonctionnement (RRF)</i>	101 180 440	108 283 675	108 672 430	7,4%
<i>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</i>	97 493 670	90 321 707	96 879 409	-0,6%
Epargne brute en valeur	3 686 770	17 961 967	11 793 022	219,9%
Epargne brute en % des RRF	1,6%	7,4%	4,7%	
Remboursement du capital des emprunts	9 000 000	8 895 305	11 136 091	23,7%
Epargne nette en valeur	-5 313 230	9 066 662	656 931	-
Epargne nette en % des RRF	-2,3%	3,7%	0,3%	

D'où pour l'ensemble TMVL et SMT :

Epargnes TMVL + SMT	BP 2023	CA 2023	BP 2024	Evolution de BP à BP
<i>Recettes réelles de fonctionnement (RRF)</i>	376 924 633	396 887 979	406 720 173	7,9%
<i>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</i>	343 177 046	329 078 854	349 053 735	1,7%
Epargne brute en valeur	33 747 586	67 809 125	57 666 438	70,9%
Epargne brute en % des RRF	14,6%	27,8%	23,1%	
Remboursement du capital des emprunts	25 208 000	25 236 745	29 863 453	
Epargne nette en valeur	8 539 586	42 572 380	27 802 985	225,6%
Epargne nette en % des RRF	3,7%	17,5%	11,1%	

3. Présentation consolidée de l'endettement

a) Evolution de l'encours

L'évolution de l'encours de la dette ces dernières années a été la suivante :

Budget	Encours au 1/01/2020	Encours au 1/01/2021	Encours au 1/01/2022	Encours au 1/01/2023	Encours au 1/01/2024 (a)
S/Total Principal	107 353 611	104 013 631	112 094 711	112 031 841	110 107 836
Assainissement	14 739 964	13 801 576	11 853 518	13 747 904	19 399 363
Eau	10 825 197	10 754 527	10 755 811	10 733 274	10 211 343
Crématorium	1 653 005	1 425 941	1 280 654	1 134 534	987 571
TOTAL TMVL :	134 571 777	129 995 675	135 984 695	137 647 553	140 706 113
SMT	245 595 575	244 609 076	236 445 755	232 672 130	228 976 825
TOTAL TMVL + SMT :	380 167 353	374 604 751	372 430 449	370 319 683	369 682 938

L'évolution prévisionnelle maximum au cours de l'exercice 2024, en fonction des remboursements en capital des emprunts tels que déterminés par les échéanciers des emprunts contractés et des inscriptions aux BP2024 des différents budgets en matière de recours à l'emprunt, est la suivante :

Budget	Encours au 1/01/2024 (a)	Remboursement en capital 2024 (b)	Recours prévisionnel à l'emprunt (c)	Variation potentielle maximum Encours 2024 (d=c-b)	Encours potentiel maximum au 31/12/2024 (e=a+d)
S/Total Principal	110 107 836	15 430 470	32 275 623	16 845 153	126 952 989
Assainissement	19 399 363	1 624 797	6 211 811	4 587 014	23 986 378
Eau	10 211 343	1 344 259	7 381 796	6 037 537	16 248 880
Crématorium	987 571	147 814	0	-147 814	839 757
TOTAL TMVL :	140 706 113	18 547 339	45 869 230	27 321 890	168 028 003
SMT	228 976 825	10 430 939	16 099 217	5 668 278	234 645 103
TOTAL TMVL + SMT :	369 682 938	28 978 279	61 968 447	32 990 168	402 673 106

A noter que cette même simulation pour le BP2023 aboutissait à un encours de la dette à la fin 2023 de 161,6 M€ pour TMVL et 391,1 M€ en intégrant le SMT, alors qu'au final, il est réciproquement de 137,6 M€ et 369,7 M€.

b) Caractéristiques de la dette

Ces caractéristiques sont les suivantes :

Budget	Part % Taux Fixe	Part % Taux Variable	Part % Taux Révisable	Taux moyen	Durée résiduelle	Encours	CHARTRE GISSLER
Principal	83,67%	15,67%	0,66%	2,21%	11 ans 04 mois	110 107 836	100 % 1 A
Assainissement	99,83%		0,17%	2,79%	11 ans 06 mois	19 399 363	100 % 1 A
Eau	87,83%	11,68%	0,49%	2,36%	10 ans 04 mois	10 211 343	100 % 1 A
Crématorium	100,00%			1,03%	06 ans 09 mois	987 571	100 % 1 A
SMT	64,52%		35,48%	4,11%	18 ans 08 mois	228 976 825	100 % 1 A

NB : la charte Gissler vise à classer les emprunts en fonction du degré d'exposition aux risques. Cette classification est établie selon une matrice à double entrée : le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt et la lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts. Un emprunt classé 1A correspond au niveau le plus sécurisé de dette.

Détail de la dette par prêteur au 01/01/2024							
Budget	Caisse d'Epargne Crédit Foncier BPop-Crédit Coopératif	Crédit Agricole - CACIB	Caisse des Dépôts et Consignations	Crédit Mutuel CIC & Crédit Mutuel ARKEA	Société Générale	Dexia SFIL DCL - Banque Postale	Autres (Dont Agence Eau et DGFIP-SMT)
Principal	43,84%	10,48%	2,04%	11,11%		32,53%	
Assainissement	65,97%	4,31%		18,70%		3,69%	7,33%
Eau	43,53%	21,29%	0,84%	13,37%		20,97%	
Crématorium	12,45%	48,60%		38,95%			
SMT	23,53%	10,01%	35,48%	3,06%	24,53%		3,39%

4. Présentation de la dette garantie

L'état de la dette garantie fait ressortir au 1^{er} janvier 2024 un encours de 248.002.284 € dont 211.184.909 € pour des opérations de logement social (85%) et 36 817 375 € hors logement social (15%). Cet état de la dette garantie a été mis à jour au 1^{er} janvier 2024 avec les données actualisées récupérés auprès de la caisse des dépôts et consignations.